

Synthèse Grand débat National Vif- Lundi 4 février 2019

Guy GENET, Maire de Vif accueille les participants et remercie Pierre MICHELETTI, médecin, professeur à l'IEP de Grenoble, Vice-président d'Action contre la faim et ancien président de médecins du monde d'avoir accepté d'animer le Grand débat.

M. Micheletti remercie le Maire et les participants à ce débat et en fixe les règles :

- Prise en compte des 4 thèmes définis.

- Un déroulé en 3 temps : Une partie diagnostic pour chacun d'entre eux, une autre « recommandation » et enfin un échange de points de vue en cas de désaccord sur un thème.

En qualité de chef d'orchestre, il veillera à la circulation de la parole, à la régulation du temps de parole, à sa répartition homme-femme ou en fonction des classes d'âges.

I. La fiscalité et les dépenses publiques

- 1- Jean marc- Instituteur- retraité

Souligne qu'il y a de l'argent en France. Il soulève le problème de la répartition des richesses, comme celui des impôts. S'indigne de la situation financière des gilets jaunes et de l'indécence de la fraude fiscale en millions d'euros commise par un grand patron français incarcéré au Japon. Il souhaite que la lutte contre les fraudes fiscales soit renforcée et que l'ISF, pas seulement immobilière, soit remis en place.

- 2. Jean-François -62 ans- retraité

Souhaite que les grosses sociétés type Google, Amazon, MacDo paient des impôts en France. Il demande à ce que l'on revoie le train de vie des parlementaires, des anciens présidents, des ministres, des très hauts fonctionnaires. Il souligne que les « Grands Patrons » ne devraient pas avoir de dédommagements lorsqu'ils démissionnent, comme c'est le cas pour lui ou ses congénères.

- 3-. Mme X

Relève 2 injustices. La première ce sont les taxes qui pénalisent tout le monde alors qu'ils n'ont pas le même revenu : TVA, CSG et taxe carburant. La seconde c'est l'injection d'une partie des impôts dans les entreprises ou les banques quand elles sont en difficulté. C'est l'argent des Français, et aucun retour sur l'efficacité.

- 4. Jacques – Retraité

Souhaite une réforme fiscale suite à l'étude relative aux disparités du pouvoir d'achat qui démontre que les 10% les plus pauvres ont perdu 337 €, les médians 69 € alors que les 10% les plus riches ont gagné 1193 €.

- 5- Brigitte - Retraîtée et élue

Attire l'attention sur le montant exorbitant des impôts indirects payés par les plus pauvres, type TVA, et les privilèges des plus aisés en matière de niches fiscales, notamment les plus-values réalisées dans l'immobilier grâce aux lois Besson, Cellier et Pinel.

- 6 - Daniel – Consultant

Pour lui, le principal problème n'est pas l'impôt, mais le revenu. On ne considère pas assez le travail. Par exemple on a mal répondu aux problèmes de pouvoir d'achat en donnant une prime d'activité. On aurait dû augmenter le SMIC. Au niveau des impôts il conviendrait de revoir les grosses entreprises type Carrefour, qui ne paient pas d'impôts mais distribuent des dividendes à leurs actionnaires (300 millions d'€ pour Carrefour).

- 7 - Franck - universitaire

Constata l'incapacité à mettre en place une politique au niveau national, telle que la suppression de la taxe d'habitation pour redonner du pouvoir d'achat, car elle est immédiatement contrebalancée sur le terrain par des augmentations des taux communaux.

- 8 - Cédric – 29 ans – Fonctionnaire

Dénonce la place du loyer dans les agglomérations au niveau du pouvoir d'achat. Ce ne sont ni les revenus ni les impôts qui posent problème, mais la part des loyers. On devrait faire quelque chose à ce niveau

- 9 - Olivier – Gestionnaire

Attire l'attention sur les coûts exorbitants des EHPAD pour les aînés

- 10- Olivier - Cadre retraité du secteur privé

Pense, contrairement à ce qui a été dit, qu'il y a une équité (et non égalité) au niveau fiscal en France.

- 11- Thierry – travaille dans l'industrie

Demande de renforcement de la traçabilité de l'impôt et de son affectation

- 12 - Daniel –Consultant

Souligne la dichotomie entre la hausse de la CSG pour les retraités et la suppression de l'ISF pour les plus riches. Regrette le mépris affiché du ministre de l'intérieur et du porte-parole du gouvernement, ce qui a accentué le sentiment d'injustice.

- 13- Jean Noël – Ouvrier d'usine

Ne comprend pas le coût pour la France des anciens présidents de la République, des députés qui touchent de grosses retraites alors que lui n'aura même pas 1000€ alors qu'il a travaillé toute sa vie.

- 14- Simon - Surveillant à mi-temps

Prône une meilleure répartition des richesses en allant imposer davantage les entreprises du CAC40 et affecter cet argent aux communes, aux postes de professeurs, d'infirmières, de policier, etc... au lieu de fermer les services publics.

- **II- L'organisation de l'Etat et les services publics**

- 15- Guillaume – Assistant social du travail

Constata la baisse du niveau des services publics, non pas de la faute des agents compétents et motivés mais par la faute des moyens. C'est le cas dans l'éducation, la petite enfance, dans les hôpitaux, dans la police. Au lieu de traiter de fainéants les fonctionnaires et de dévaloriser leurs fonctions on devrait se donner les moyens de renforcer les effectifs.

- 16- Christine –Médecin hôpital pédopsychiatrique

Souligne le nombre importants de postes non pourvus dans les hôpitaux, la disparité et les inégalités quant à l'accès aux soins sur le territoire. Elle s'inquiète de la disparition de certaines spécialités comme l'orthophonie dans les hôpitaux publics, du fait des salaires trop bas, de la perte de qualité du travail, de la perte de moyens, de la disparition de la prévention et de l'augmentation de l'administratif. Par contre les hôpitaux des villes centre ou des agglomérations sont surbookés.

- 17- Mme Y – Nouvelle retraitée

S'élève contre l'augmentation de la CSG. S'inquiète de l'inégalité des Français devant les soins, inégalité au niveau de la qualité des soins, inégalité territoriale. S'inquiète également de la désertification des territoires, liés à la disparition des services publics (écoles, poste, etc). Remarque que les impôts ne cessent d'augmenter et ne sont plus en corrélation avec les services. Demande une meilleure répartition géographique.

- 18- Simon- Surveillant à mi-temps

Propose que l'Etat impose un lieu d'exercice aux nouveaux médecins pendant 5 ans. Suggère d'augmenter les budgets de la police et de la justice

- 19- Brigitte –retraitée élue

Regrette que les financements d'une association contre les violences conjugales palliant les manques de l'Etat se voient amputer d'une partie de ses subventions

- 20- Christine – Médecin

Regrette le temps où l'Etat abondait les financements et les enseignants en milieu ZEP. Il y avait une mixité sociale, des échanges, une richesse supplémentaire. Cela n'existe plus. L'Etat répond par la répression dans les milieux défavorisés et non par des solutions type ZEP, qui ont prouvé leur efficacité.

- 21- Olivier – retraité du privé

Propose d'appliquer les recommandations de la Cour des Comptes (dysfonctionnement, erreurs, mauvais emploi des deniers publics) et de rendre compte au Parlement des corrections réalisées.

- 22- Cédric – Fonctionnaire

Regrette le refus d'octroyer des subventions en direction des communes lorsqu'elles ne remplissent pas totalement les critères pour l'installation d'une maison médicale (1 médecin au lieu de 2). Propose qu'on modifie ce texte pour obtenir des aides à l'installation des médecins pour les régions défavorisées.

- 23- Simon – Surveillant à mi-temps

Propose de nationaliser les banques afin de permettre à l'Etat de dégager du financement pour les services publics.

- 24- Marielle

Il y a une perte d'humanité. Trop de centralisation en France. Il faut revenir à plus de proximité, aux communes

- 25- Liliane – Salariée

Propose que l'Etat encadre les loyers car ils pèsent trop lourd dans le budget. Demande à ce qu'on supprime les primes exorbitantes pour les détachés Outre- Mer.

- 26- Pierrick – Fonctionnaire territorial

Dénonce le nombre important de strates nécessaires à la décision. Trop d'organismes (commune, département, Métro, Régions) tout le monde s'y perd, à fortiori le citoyen.

III - La démocratie et la citoyenneté

- 27 - Monsieur Y

Pense que les Députés sont de moins en moins représentatifs. Ils oublient les électeurs et ne se concertent pas assez avec les maires. Par ailleurs ils sont souvent absents de l'hémicycle.

- 28- Guillaume – Assistant social du travail

Propose d'avoir recours plus fréquemment au référendum. Demande l'exemplarité des politiques en termes de justiciables. Souhaite revenir à la proportionnelle et la reconnaissance du vote blanc.

- 29- Madame Z

Regrette la professionnalisation des politiques. Propose une limitation à 2 des mandats. Propose que l'écart des salaires, entre le plus bas et le plus haut, soit fixé de 1 à 10 et non de 1 à 750 comme actuellement.

- 30- Liliane – Salariée

Propose pour pallier le référendum de lui substituer un « jury » composé d'une dizaine de personnes tirées au sort, dont la mission serait d'assister aux différents débats et d'apporter leur avis.

- 31- Daniel – Consultant

Souligne la chance des Français d'aller voter. Regrette que le président de la République soit élu avec si peu de suffrages, dû à l'abstentionnisme, et n'est de ce fait que peu représentatif. Propose de rendre le vote obligatoire.

- 32- Jean-Marc – Instituteur retraité

Souhaite qu'on n'oublie pas de consulter les corps intermédiaires, tels les associations et les syndicats. Préconise l'application de la proportionnelle en matière d'élections et l'obligation de vote avec pénalisation.

- 33- Simon – Surveillant à mi-temps

Propose de passer à une sixième République. Préconise un statut de l' élu d'une part s'agissant d'un travail à temps complet d'autre part pour rendre indépendant l' élu de toute corruption.

- 34- Pierrick – Fonctionnaire- 40 ans

Se prononce en faveur de la reconnaissance du vote blanc et de la limitation du nombre de mandats. Propose une limite d'âge maximum en ce qui concerne le droit de vote car, d'après lui, « le vote est un engagement sur plusieurs années »

IV- Transition écologique

- 35- Thierry- Travaille dans l'industrie

Propose de transformer le système CTS européen en système français, de le lisser dans le coût moyen du fonctionnement des foyers en terme d'énergie. Idem pour les entreprises pour une répartition équitable sur le territoire. Même procédé pour le transport.

- 36- Jean-Pierre – Retraité

Se prononce pour la taxation du transport aérien. Il est en effet possible, au-delà des accords internationaux, de taxer le kérosène brûlé au -dessus de notre territoire national.

- 37- Gérard – Retraité du domaine bancaire

S'inquiète de la taxation ciblée de personnes étant dans l'obligation d'utiliser leur propre véhicule, même délabré, pour se rendre au travail, faute de transport en commun. Se déclare favorable à la transition écologique, mais pas sur « le dos » des plus pauvres. Réclame une équité sociale.

- 38- Jean-François

Demande de porter attention aux milliers de camions étrangers empruntant notre réseau routier, polluant notre pays et ne payant rien

- 39- Michel – Cadre informatique

Regrette que cette question de transition écologique soit traitée en dernier étant donné que, pour lui, c'est la plus importante qui conditionne l'ensemble des autres sujets. Pour lui, il faut partager les efforts en fonction des moyens de chacun. Cela ne va pas dans le bon sens quand on lit le SCOTT qui va encourager l'utilisation de la voiture.

- 40 - Monsieur W – Chauffeur de car

Rappelle que la pollution des véhicules est beaucoup plus grande lorsqu'ils tournent au ralenti. Souligne que les politiques n'ont pas arrêté de supprimer des voies ou de faire des ronds-points pour faire ralentir : résultat, des bouchons, de la pollution.

- 41- Cédric- Fonctionnaire

Acquiesce le fait de ne pas faire payer les plus modestes. Propose de faire comme en Suisse, pratiquer le ferroutage et obliger les camions à prendre le train, développer des lignes spécifiques.

- 42- Simon – Surveillant à mi-temps

Abonde les propos sur le ferroutage. S'inquiète de la disparition des petites lignes de chemin de fer. Propose d'investir dans ces lignes, de les rouvrir et de les entretenir.

- 43- Liliane – Salariée

Propose que le gouvernement incite les communes à la mise en œuvre de co-voiturage pour se substituer aux bus trop lents. Raille les mesures de limitation de vitesse à 70 km/h quand on autorise les touristes à aller dans la banquise et les pays en émergence à pratiquer la déforestation.

- 44- Brigitte – Retraitée

Demande à promouvoir davantage l'énergie renouvelable. Propose qu'EDF installe et prenne en charge lui-même les panneaux solaires et non les particuliers.

- 45- Jean-Marc—Instituteur retraité

Suggère de développer les pistes cyclables pour favoriser les déplacements en vélo. Propose, à l'instar de certaines communes et agglomérations, la gratuité des transports en commun et l'augmentation des fréquences de bus.